



Le meurtre de la militante Berta Cáceres a provoqué un mouvement d'indignation au Honduras. Sans pour autant servir d'électrochoc aux autorités qui traînent les pieds pour mener l'enquête. KEYSTONE

TÉMOIGNAGE D'UNE JOURNALISTE EN DANGER

L'IMPUNITÉ GANGRÈNE LE HONDURAS

Le mouvement des indignés a obtenu la création d'un organisme international d'enquête pour lutter contre l'impunité et la corruption. L'assassinat d'une militante renommée remet en question la réelle détermination de l'Etat.

THIERRY JACOLET

«Ce crime est un nouvel affront à l'action des défenseurs des droits de l'homme. Tout comme la réaction du gouvernement. Il y a beaucoup trop d'impunité et d'attaques au Honduras contre la liberté d'expression de la part des hauts fonctionnaires de l'Etat, du crime organisé, du trafic de drogue principalement.»

La journaliste Dina Meza plante le décor, deux semaines après l'assassinat de Berta Cáceres, militante écologiste renommée, qui a alourdi la statistique macabre de son pays: 57 homicides par 100 000 habitants – près de 80 fois plus qu'en Suisse –, dans l'un des pays les plus violents au monde. Un pays à mi-chemin entre les producteurs de drogue sud-américains et les consommateurs du nord.

Pas d'électrochoc

Dirigeante du Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH), défenseur des indigènes, Berta Cáceres a payé de sa vie son combat contre la construction d'un barrage hydroélectrique sur le fleuve Gualcarque, dans le nord-ouest du pays. Son meurtre début mars a provoqué une vague d'émotion et de manifestations dans tout le pays. Sans pour autant servir d'électrochoc aux autorités léthargiques qui traînent les pieds pour mener l'enquête.

«Le gouvernement essaie de maquiller ce meurtre en le présentant comme un crime passionnel ou lié à des conflits internes au COPINH», déplore Dina Meza, de passage à Fribourg à l'invitation de l'ONG Peace Brigades International. «Il est crucial de faire pression au niveau international afin d'ouvrir une enquête indépendante pour résoudre ce crime, sinon il restera impuni et cela prouvera que le gouvernement s'en lave les mains.» Cette requête sous forme de lettre ouverte a été envoyée mi-mars au secrétaire d'Etat américain John Kerry par près de 220 organisations internationales religieuses, écologistes et de défense des droits de l'homme.

«Le gouvernement essaie de maquiller ce meurtre»

DINA MEZA

Il faut dire que l'impunité, au même titre que la corruption, est devenue la norme au Honduras. «C'est un Etat faible avec des institutions poreuses», décrit Gaspard Estrada, analyste politique de l'OPALC (Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes) à Sciences Po, à Paris. «Il n'y a pas d'arsenal de protection qui dépasse le cadre juri-

dique dans ce pays. D'où la nécessité de renforcer la mise en œuvre des textes de lois afin que la justice soit réellement appliquée. Il y a des scandales de corruption qui touchent les hauts fonctionnaires de l'Etat.» A tous les étages de l'administration, jusqu'aux plus hautes sphères.

Le scandale de trop

Le président Juan Orlando Hernandez a ainsi été forcé d'admettre l'an passé qu'une partie du financement de sa campagne qui l'avait mené au pouvoir en 2013 avait été puisée dans le système de sécurité sociale. «Près de 7 milliards de lempiras (310 millions de francs suisses) ont été volés», chiffre Dina Meza. «Cette fraude a causé la mort de près de 2800 personnes en raison du manque d'argent pour les hôpitaux.»

Le scandale de trop pour la population qui est sortie dans la rue crier son ras-le-bol dès le mois de mai 2015. Le mouvement des indignés version hondurienne, baptisé «Marchas de las antorchas» (Marches des torches), était né. «Il y a des gens de tous les bords, les étudiants, l'opposition, les classes moyennes, ONG, les Noirs, les femmes», rappelle Dina Meza. «Les gens réclament à la justice de faire son travail: que l'on juge et punisse ceux qui sont corrompus et que le président soit destitué», précise Dina Meza. Avec à la clé, la création d'un

organisme international de lutte contre la corruption et l'impunité au Honduras, sur le modèle de la CICIG, entité des Nations Unies chargée d'assainir le système judiciaire au Guatemala.

Le président a cédé

Après des mois de contestation publique et de grèves, notamment le vendredi soir dans les principales villes du pays, torches en main, Juan Orlando Hernandez a fini par céder. Il a annoncé, à mi-janvier, la création de la MACCIH pour s'attaquer aux réseaux criminels qui pourrissent le système politique et judiciaire. Placée sous l'égide de l'ONU, elle doit mener des enquêtes indépendantes contre les juges ou les politiciens.

Des améliorations en perspective? Certains n'y voient qu'un instrument bureaucratique de plus pour calmer la rue. «Le problème, c'est que la MACCIH sera placée sous le contrôle du gouvernement, comme au Guatemala», dénonce Dina Meza. «Cette mission travaillera avec des représentants corrompus de la justice. Si elle semble forte au lancement, elle risque bien d'être noyée par la suite.»

Lueur d'espoir, la machine similaire enclenchée en 2006 au Guatemala a permis l'arrestation en automne 2015 du président de l'époque Otto Pérez Molina et de la vice-présidente Roxana Baldetti

trempés jusqu'à la moelle dans une affaire de pots-de-vin. Selon les autorités, 98% des crimes signalés restaient impunis au Guatemala quand la CICIG a été mise en place. Un chiffre tombé à 70% aujourd'hui.

«Cette commission au Guatemala a créé un précédent dans la région mais c'est un modèle difficile à transposer», tempère Gaspard Estrada. «La justice interne n'aime pas ce type d'extraterritorialité de la justice et il faut aussi le soutien du pouvoir politique qui n'est pas évident à obtenir. Il me semble qu'il faudra encore du temps pour que la Commission internationale d'enquête gagne en légitimité, ce qui lui permettra de poursuivre ses travaux.» La culture de l'impunité n'a pas fini de gangrener le Honduras. I



Dina Meza, journaliste, a été menacée. DR

«Depuis 2006, j'ai toujours été menacée»

Dina Meza a le double handicap d'être femme et journaliste au Honduras. Deux catégories de population qui ont, plus qu'ailleurs, de grands risques de finir dans la rubrique des faits divers. Journaliste indépendante engagée pour la liberté d'expression et d'information dans la capitale Tegucigalpa, elle mettait son nez là où cela sentait le soufre: les affaires de corruption et de violation des droits de l'homme.

Menacée, cette mère de deux garçons et d'une fille a été forcée de s'exiler en 2013 à Londres où elle a créé un journal en ligne, «Pasos de Animal Grande», dont elle est aussi la rédactrice. Il lui permet de poursuivre son combat à distance, tout en soutenant les victimes de violations des droits humains au pays dans leurs efforts pour obtenir justice. «Depuis 2006, j'ai toujours été menacée», se souvient-elle. «J'ai reçu des menaces sexuelles par e-mail ou sur mon téléphone portable qui était surveillé. Mon avocat a été tué. On a crevé les pneus de la voiture de la famille, suivi mes enfants jusqu'à

l'école, menacé sexuellement ma fille.» Même les policiers et les militaires multiplient les actes d'intimidation.

«Le thème du trafic de drogue et du crime organisé n'est presque pas traité par les journalistes, parce qu'ils ont très peur. Une cinquantaine de journalistes ont été assassinés depuis le coup d'Etat en 2009 de Robert Micheletti qui recourait aux paramilitaires pour faire de la répression sous sa courte présidence.» La situation a empiré sous Porfirio Lobo Sosa élu en 2010: approbation de lois criminalisant les défenseurs des droits de l'homme, emploi de la diffamation contre les journalistes... «Ce pays est devenu l'un des plus dangereux au monde et il n'est pas en guerre.»

Et que dire de son statut de femme qui autorise la discrimination? «Il y a beaucoup de violence de genre», témoigne-t-elle. «Cela tient à la situation des femmes qui doivent lutter contre un système patriarcal. Elles n'ont pas accès à des

postes de prises de décision. Elles n'ont pas le même accès à la santé et à l'éducation que les hommes. Pour les femmes, quand il y a des violations ou des crimes, il n'y a pas de recherche dans 97% des cas.» S'il fallait encore faire parler les chiffres, il y aurait celui-ci: le Honduras compte un assassinat de femme toutes les 72 heures. Pas étonnant que cette militante soit protégée par Peace Brigades International quand elle rentre au pays.

Lors d'une récente tournée en Europe, Dina Meza a tenté de donner une visibilité à son combat contre les violations des droits de l'homme au Honduras. «Il est très important que les pays qui financent le Honduras mettent des règles et exigent que les droits humains soient respectés. Par exemple, l'UE a des programmes d'aide au Honduras et devrait exiger des résultats en matière des droits de l'homme. Il faut conditionner l'aide au respect des droits de l'homme.» TJ